



Cisjordanie : Des restrictions « choquantes » imposées aux étrangers désireux d'entrer dans les Territoires palestiniens occupés

Description

Par MEE, le 16 mai 2023

Des réformes introduites par Israël en 2022 ont permis la mise en place de politiques arbitraires d'exclusion en direction des étrangers qui souhaitent entrer dans les Territoires occupés, y compris les Palestiniens de la diaspora.



La violence s'agit en Cisjordanie occupée depuis l'arrêt des pourparlers de paix parrainés par les États-Unis en 2014. [Fichier : Ammar Awad/Reuters]

Selon un récent rapport, [Israël](#) a introduit un ensemble de restrictions « d'rountantes, complexes et arbitraires » relatives à l'entrée des étrangers en Cisjordanie [occupée](#), souvent basées sur le profilage racial et ethnique.

Dans [un communiqué de presse](#) publié mardi, le Centre international de justice pour les Palestiniens (ICJP) a déclaré qu'une série de nouvelles procédures introduites par Israël en 2022 (appelées le [COGAT 22](#) (Coordination des activités du gouvernement dans les territoires)) ont permis d'enraciner l'occupation militaire de la Cisjordanie et d'y refuser l'accès des millions de [Palestiniens](#) de la diaspora.

En vertu de la réglementation, les détenteurs de passeports étrangers y compris les Palestiniens vivant à l'étranger ne pourront plus obtenir de visas à leur arrivée et devront en faire la demande au moins 45 jours à l'avance, selon le rapport de l'ICJP.

Dans la plupart des cas, les étrangers visitant la Cisjordanie ne pourront plus arriver via l'aéroport principal d'Israël de Tel-Aviv, et devront emprunter le passage terrestre qui relie la Jordanie à la Cisjordanie (le Allenby Bridge).

Les nouvelles règles ne s'appliquent pas à ceux qui visitent les colonies réservées aux juifs en Cisjordanie occupée.

L'ICJP, basée à Londres, a déclaré que les réformes comprenaient des « tactiques choquantes de surveillance de masse » permettant aux autorités israéliennes d'enregistrer des données personnelles, notamment les noms et les numéros d'identification nationaux des membres de la famille des personnes entrant dans les Territoire occupés.

Dans un communiqué, le codirecteur de l'ICJP, Tayab Ali, a décrit les nouvelles restrictions comme un « cauchemar bureaucratique conçu pour enfouir les gens sous la paperasserie ».

« COGAT 22 est un développement draconien conçu pour perturber la vie des gens, les priver de leurs droits et les séparer les uns des autres. C'est un cas classique du « diviser pour mieux régner » et un moyen de renforcer l'apartheid israélien. A vrai dire, pourtant, ces nouvelles réglementations ne font que formaliser une réalité avec laquelle les Palestiniens sont contraints de vivre depuis des années », a-t-il déclaré.

« Cela coupe les Palestiniens de Cisjordanie du reste du monde. Il est donc impératif que la communauté internationale mette Israël devant ses responsabilités en ce qui concerne ces restrictions arbitraires et discriminatoires à l'exercice des droits des peuples. »

Le COGAT (Coordination of Government Activities in the Territories) est l'organisme qui gère les activités d'Israël dans les territoires palestiniens occupés depuis 1981.

Le rapport de l'ICJP a appelé le gouvernement israélien   procéder à un examen de ses politiques et de leur non-conformité au droit international.

Source : [Middle East Eye](#)

Traduction : BM pour Agence Média Palestine

Tags

1. cisjordanie
2. COGAT
3. diaspora
4. ICJP
5. Jordanie
6. Middle East Eye
7. restrictions

date créée
2023/05/22